

Pour Sortir de l'Impasse Economique, Monétaire et Financière au Liban

PREMIERE PARTIE :

Par une journée printanière de mai 2000, dans un appartement parisien :

- Monsieur le Ministre, vous devez songer à utiliser maintenant l'outil monétaire. Il reste votre principal atout pour rééquilibrer les finances du pays ; ceci vous permettra de rembourser la dette en faisant marcher raisonnablement la planche à billet, et de dévaluer la Livre Libanaise progressivement mais avec maîtrise, comme le font par exemple les Égyptiens actuellement...
- Vous n'y songez pas ! Nous ne ferions qu'appauvrir la population !
- Sans doute, Monsieur. Les Libanais se serreront la ceinture pendant un ou deux ans... Mais après cela, l'État recouvrerait toute sa marge de manœuvre en tant qu'acteur principal de l'économie et en fera profiter la population...
- Pas question...
- Mais enfin, Monsieur, la politique budgétaire du gouvernement pompe tout l'argent disponible pour les entrepreneurs locaux ! Du reste, les Libanais s'appauvrissent dans tous les cas, du moins les générations futures qui devront rembourser la dette, principal et intérêts, dette qui ne fait que grossir par le jeu de vos déficits publics successifs, et puis...
- Non, c'est non !

Une fin de non-recevoir polie mais ferme nous fut ainsi signifiée.

Ce discours portant sur les déséquilibres non tenables à terme des finances publiques, nous y croyions pourtant et nous l'avons tenu à de nombreuses occasions par la suite. Nos analyses, conclusions et alertes furent discutées avec nos confrères économistes, éditées dans les journaux et les réseaux sociaux (OLJ 2013-2017- 2018 et 2019 et FB) pour enfin servir de sujet lors de débats puis rassemblées dans un « Recueil d'économie et de finance, Dette publique et TVA » en 2017 et largement diffusé depuis, mais peut-être pas assez...

Alarmistes, les propos l'étaient. Un risque systémique (touchant l'ensemble du système et non pas l'une ou l'autre de ses composantes) était annoncé.

Pourtant, rien n'y fit. Ce même ex-ministre nous affirmait, lors d'un café amical partagé à « Mandarine » il n'y a guère longtemps de cela, que le système pouvait tenir et perdurer indéfiniment.

Il admettait cependant que le montage équivalait à une sorte de « cavalerie » entre État, Banque centrale et secteur bancaire... De l'argent qui tourne en rond sans rien produire d'autre que... des intérêts. Ceux-ci étaient souvent à deux chiffres et peuvent être qualifiés de « ex-nihilo », autrement dit une richesse générée du « néant » servant la rente et les rentiers beaucoup plus que le travail et la population active. Nos pensées accompagnaient alors ces pauvres entrepreneurs libanais qui tentaient, en dépit de cet environnement financier, juridique et administratif exécrable, de développer des affaires et de créer des emplois dans notre pays.

Notre analyse se peaufinant, nous avons osé aller plus loin, suggérant à qui ne voulait pas entendre que le système financier libanais équivalait à une pyramide de Ponzi. Pour ceux qui ne connaissent pas ce fameux dispositif, voici ce qu'en dit Wikipédia : *Un système de Ponzi est un [montage financier frauduleux](#) qui consiste à rémunérer les investissements des clients **essentiellement** par les fonds procurés par les nouveaux entrants. Si l'escroquerie n'est pas découverte, elle apparaît au grand jour au moment où elle s'écroule, c'est-à-dire quand les sommes procurées par les nouveaux entrants ne suffisent plus à couvrir les rémunérations des clients. Elle tient son nom de [Charles Ponzi](#) qui est devenu célèbre après avoir mis en place une opération fondée sur ce principe à [Boston](#) dans les [années 1920](#).* Il nous semble en effet que ce dispositif correspond bien à ce qui se passe au Liban depuis de nombreuses années, à savoir un débiteur principal (l'État, et donc le peuple libanais en l'occurrence) qui paie les intérêts dus aux anciens créanciers détenteurs de sa dette (des banquiers en général, et donc leurs déposants derrière eux) **essentiellement** avec l'argent des nouveaux souscripteurs-prêteurs (d'autres banquiers en général, et donc d'autres déposants derrière eux), alléchés par des

taux d'intérêt bien au-delà des marchés, niveaux qui intègrent clairement une prime de risque non négligeable.

En d'autres termes avions-nous suggéré devant un auditoire fantôme, la Banque Centrale Libanaise n'aurait été et ne serait :

1- Au mieux, qu'une banque émettrice d'obligations pourries ou poubelles (*junk-bonds*), dette de pacotille à gros risque proposée entre autres sous forme d'eurobonds, titres qui ne valent guère mieux que ces *subprimes* ayant entraîné la crise de 2008 ;

2- Au pire un Madoff usant d'une pyramide empruntée à Monsieur Ponzi.

- Mais, chers amis, nous rétorquaient avec condescendance quelques hommes d'affaires rencontrés lors de dîners mondains, vous n'y êtes pas du tout ! Le Liban est doté d'une économie atypique, basée sur les ressources de la diaspora, et donc hors norme, une économie qui ne suit nullement les règles que vous connaissez et que vous appliquez ailleurs...

Avaient-ils raison ? Les années passaient et rien ne se passait !

Le peuple continuait pourtant de s'appauvrir car en vérité il n'y a que mille familles qui font vivre le pays, donnant l'impression d'une prospérité à toute épreuve...

- Regardez donc autour de vous ! poursuivaient nos mêmes interlocuteurs. Tous les restaurants sont pleins... Et vous osez dire que tout va mal ! Mais non ! Tout VA TRES BIEN !

« ... Madame la Marquise », pensions-nous cependant, incroyables.

La raison de notre scepticisme est claire et simple à comprendre, même par Monsieur Tout-le-monde : comment un pays peut-il fonctionner durablement quand un rentier peut vivre peinarde rien qu'en plaçant en banque un montant en LL équivalent à 150 000 dollars américains ? Ce même rentier peut en effet, en négociant un blocage ad hoc en contrepartie de taux d'intérêts à 7 ou 8%, parfois 10% dans les petites banques, peut encaisser annuellement quasiment autant qu'un salarié moyen qui trime toute la journée !

Cela revient à dévaluer complètement la valeur « travail ».

Cela a été dit et répété aussi souvent que possible...

Mais c'est ainsi, et le peuple libanais n'a pris conscience que depuis peu d'une politique économique, budgétaire et monétaire suivie depuis trente ans par les gouvernements successifs, politique qui n'a nullement pour objectif l'optimisation du bien-être du citoyen, mais l'intérêt des rentiers (financiers) d'abord, puis des partis représentant les communautés religieuses ensuite. Ce qui nous a fait dire et écrire que les gouvernements libanais ont géré le pays conformément à un pacte non pas social mais financier.

Maintenant, s'il faut croire que le miracle libanais existe, nous serions les premiers à le soutenir et nous reconnâtrions le fait que ces mesures « logiques » ne seraient applicables que pour les pays étrangers en difficulté, mais pas au Liban.

L'avenir nous le dira...

DEUXIEME PARTIE :

Enfin ! Le citoyen libanais est aujourd'hui conscient, intelligent, courageux, et surtout incrédule.

Tant mieux. Il a compris et on ne la lui referait plus...

Mais maintenant, comment faire pour rééquilibrer la situation ? Comment faire pour éloigner tout danger ? Ceci commence certainement par la mise en place d'un groupe de réflexion, *think tank*, ou toute autre forme d'instance de conseil composée des principaux acteurs, citoyens et société civile, administration, agence de notation, bailleurs de fonds..., pour proposer au (prochain nouveau) gouvernement des actions à mener.

Personne ne détient la solution miracle et les propositions doivent être partagées, concertées, acceptées puis validées par l'ensemble des personnes impliquées. C'est pourquoi la démarche doit être claire, pédagogique, disséminée auprès de la population et donc totalement transparente.

Quoi qu'il en soit, l'association « La Troisième Voix pour le Liban » (3V) fait confiance à l'ingéniosité des Libanais qui sauront trouver un modèle inédit et des méthodes ingénieuses, voire révolutionnaires, pour sortir de cette impasse financière... Des propositions peuvent néanmoins être avancées, en sachant que tout le monde doit **CONTRIBUER** à l'effort qui doit être mis en place pour redresser la situation.

Nul salut en dehors de cela. Quelqu'un doit payer pour que les comptes se rétablissent. La 3V a hésité à employer le mot, « Appauvrissement » car ce n'est sans doute pas le moment d'affaiblir le moral des Libanais. Mais après trente ans de mensonges, de cachotteries et de politiques de l'autruche, il est temps malheureusement de dire la vérité. Ne dit-on pas du reste qu'un homme averti en vaut deux ! Il en va de même pour un citoyen informé et conscient des difficultés qui l'attendent. Le temps est venu de jouer franc jeu, cartes sur table.

Dans ce sens, un ensemble de suggestion est proposé ci-après pour sortir à terme de la crise financière, cette liste n'étant pas exhaustive mais fournissant des éléments à débats et à discussion :

1) Contribution des citoyens recevant leurs rémunérations, salaires, bénéfices, dividendes ou intérêts, en LL à travers la dévaluation, PROGRESSIVE ET MAÎTRISÉE, de notre monnaie nationale. Ceci consiste donc à faire marcher la planche à billet pour rembourser la dette. Changer de politique monétaire en abandonnant (très progressivement) le soutien très couteux à la valeur en dollar de la LL, tout en l'accompagnant d'une politique budgétaire assouplie et des mesures drastiques de soutien des secteurs économiques jugés stratégiques... **IL FAUDRA ÊTRE NÉANMOINS TRÈS VIGILANTS POUR LES BAS ET MOYENS SALAIRES, DE FAÇON À CE QUE LES CLASSES POPULAIRES ET MOYENNES N'EN PAYENT PAS LE PRIX FORT.**

a. La valeur de change en devise étrangère de la monnaie nationale est LA variable d'ajustement préconisée dans cette situation. Tous les pays du monde en usent et abusent (sauf les Allemands avant l'Euro et du temps du Deutsch Mark). Pourquoi pas nous ? Le citoyen libanais doit à un moment donné assumer ses erreurs dans la mise en place du système actuel en tant qu'électeur, surtout lors des dernières élections législatives, qui s'est peut-être laissé manipuler ou en tant que rentier encaissant les intérêts fictifs sur des placements en monnaie de singe déguisée en monnaie forte. Alors oui, cela appauvrirait le citoyen mais donnerait un coup de fouet violent et efficace à l'économie du pays qui gagnerait en compétitivité et redorerait enfin la valeur « travail » en soutenant les entrepreneurs locaux et leurs employés. Les citoyens passeront certainement un mauvais quart d'heure qui durera sans doute deux ou trois années. A défaut d'une dévaluation de la LL et de son taux de change en devise externe, il faut savoir que les ajustements économiques et la résorption des déséquilibres se poursuivront dans tous les cas autrement, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, à travers une dévaluation interne, à commencer par le coût du travail, autrement dit les salaires... Il n'y a pas de miracle.

b. La dévaluation est cependant difficile à mettre en œuvre parce que le coût du remboursement de la part de notre dette contractée en dollar serait prohibitif quand il s'agira de se procurer les billets verts avec des LL. Précisons que la dollarisation de la dette par émission d'eurobonds fut initiée vers la fin des années 1990 avec pour objectif d'abaisser le coût de celle-ci, autrement dit d'alléger les finances publiques à court terme. Oui, cette partie de notre dette en dollars pourrait coûter très cher si la valeur de notre monnaie s'écroulait.

c. La dévaluation bien organisée et réfléchie n'est cependant pas impossible, car une politique monétaire menée par la banque centrale en coordination avec la politique budgétaire du gouvernement, une politique monétaire basée sur un plan d'actions compréhensible et validé par les partenaires financiers et autres bailleurs de fonds internationaux, peut parfaitement être discutée et soutenue par les investisseurs et par la communauté internationale... Cette donnée serait pourtant et bien évidemment prise en compte par nos bailleurs, à commencer par le peuple libanais qui, nous l'espérons, exigera du prochain pouvoir de lui rendre régulièrement compte à travers un e-budget

citoyen parfaitement compréhensible, transparent et couvrant en détail l'ensemble des engagements de l'Etat et de toutes ses administrations ou entreprises publiques.

2) **Contribution de l'Etat** à travers une politique budgétaire restrictive ou d'austérité basée sur des prévisions de croissance prudentes et réalistes. Dans ce cas, l'Etat adopterait des budgets ramenant progressivement les déficits (seule cause de l'accroissement de la dette) à des niveaux permettant la réduction à un terme donné des engagements publics visibles (la dette) et non visibles (toute garantie et autre forme de dépenses potentielles à venir n'apparaissant pas forcément dans les comptes de l'administration).

a. Ces dispositions doivent concerner avant toute chose la contribution de l'Etat versée à l'Électricité du Liban (EDL), facteur dominant de déséquilibre des finances publiques au Liban. Il faut le dire, les générations successives d'électeurs d'après-guerre ont mis en place et en toute connaissance de cause des gouvernements qui ont volontairement augmenté la dette des générations futures (3 milliards de dollars environ par an, depuis ces dernières années, 40% de la dette actuelle selon la Banque mondiale) pour soutenir une entreprise d'Etat mal gérée, voire défailante et potentiellement en faillite ! Ceci reste incompréhensible vu de l'extérieur.

b. Cela étant dit, l'Etat est l'acteur principal du pays, le premier consommateur. La réduction de son budget ne peut donc être menée d'une manière violente au risque de mettre à mal le tissu structurel économique et social. Mais une politique budgétaire bien élaborée et basée sur un plan pluriannuel, fiable, crédible et prévisible, pourra être accompagnée et même applaudie des deux mains par les investisseurs nationaux et internationaux et par la communauté internationale.

c. Pour réussir cela, il manquera néanmoins une donnée essentielle : la confiance en la capacité de l'Etat à lever les impôts et à encaisser son dû (confère paiements des factures électricité EDL)... Il faudra également et impérativement résoudre le problème du nombre très élevé des fonctionnaires et de la masse salariale de l'Etat qu'on peut diminuer, mais avec des mesures d'accompagnement pour les fonctionnaires les moins bien lotis.

3) **Levée de nouveaux impôts** qui seront, par une loi, **versés dans un fond strictement et uniquement dévolu au remboursement de la dette**. La liste suivante suggère différentes formules :

a. **La contribution des résidents riches quand ils consomment** à travers l'application d'un taux de TVA élevé sur les produits de luxe. Il est vrai qu'à partir d'un certain niveau de richesse le prix importe moins que la livraison du bien ou du service. En même temps, et pour aider les classes populaires et moyennes, cette TVA devra être réduite à niveau très bas pour les produits de première nécessité.

b. **La contribution des résidents riches quand ils épargnent** à travers la mise en place d'un impôt sur la fortune, une sorte d'ISF-RD (Impôt de Solidarité sur la Fortune pour le Remboursement de la Dette). Cet impôt pourra être annuel, levé à la « mode de Macron », à un taux de 0,8% à 1,5% par an selon les tranches, et appliqué sur les biens fonciers et immobiliers (terrains, appartements, immeubles...) et mobiliers (compte en banque, ce qui suppose une levée du secret bancaire). Cet impôt pourra également être une contribution exceptionnelle prélevée en une seule fois, *one-shot*, à la « mode chypriote », sur la base par exemple d'un taux de 40 % taxant l'ensemble des comptes bancaires d'un citoyen (appelé dans la presse *haircut*, coupure de cheveux) pour la partie qui dépasse 100 000 ou 200 000 US\$... ou toute autre suggestion mixant les deux formules. Cette perte « fiscale » en capital est le sort commun réservé logiquement à tout investisseur qui place son argent à un taux plus élevé que la moyenne des marchés obligataires mondiaux, ceci en toute connaissance du niveau de risque qui est pris.

c. **La contribution des résidents consommateurs quand ils consomment des produits importés** à travers des taxes douanières sur ces mêmes produits, une forme de protectionnisme à la « mode Trump » ou à la « mode Xi Jinping ».

d. **La contribution induite des citoyens** à travers un manque à gagner ou la non-jouissance des revenus issus de la prochaine production d'hydrocarbures offshore, affectant les recettes au fond de remboursement de la dette.

4) **Effacement de la dette** (sachant que celle-ci à de fortes chances de ne jamais être remboursée) et donc perte en capital, non plus fiscale mais négociée, des investisseurs ayant pris le risque de placer leurs sous en bons du trésor libanais, à travers :

a. **La contribution de créanciers étrangers (et sans doute libanais) privés.** Cette mesure peut être menée, après audit de la dette et comme en Argentine en 2002, à travers un plan de restructuration qui équivaldra, une fois réalisé, à **une réduction de tant de % (75 % proposés alors par le gouvernement argentin) du stock de la dette souveraine libanaise. Autrement dit un non-remboursement équivalent des emprunts d'État** contractés par les épargnants étrangers ;

b. **La contribution des bailleurs publics internationaux (et de leurs contribuables)** à travers l'effacement de dettes souveraines libanaises par les États créanciers.

5) **Appels à contribution :**

a. **Des salariés** si l'on adopte une formule proposée par le nouveau président tunisien, un versement par chaque salarié de l'équivalent d'une (ou de plusieurs) journée de travail, avec un impôt supplémentaire sur les revenus très élevés tout en préservant de cet impôt les bas et les moyens salaires ;

b. **Des bailleurs internationaux (et de leurs contribuables)** qui accepteraient de verser des dons au Liban (et non des prêts, même à taux bonifiés) ;

c. **De la diaspora libanaise** que l'on peut solliciter pour abonder dans ce fond destiné au seul remboursement de la dette ;

d. **Des femmes de ménages philippines et autres**, si les maîtresses de maison acceptent de les renvoyer chez elles, optant s'il le faut vraiment pour une main d'œuvre domestique qui accepte d'être payée en LL pour un travail limité à tant d'heures par jour. Il faut savoir en effet que l'une des grosses sorties de capitaux en devise du pays (selon les chiffres de la BDL), est précisément le transfert des revenus de main d'œuvre domestique.

e. **L'appauvrissement des personnalités politiques ou autres personnes impliquées qui seraient jugées pour détournement de deniers publics.**

Pour terminer sur une note positive, il faut préciser que toute mesure destinée à assainir la situation financière des administrations serait vaine si elle n'était couplée à des politiques ad hoc dans les secteurs productifs et sociaux. En ce sens, les suggestions suivantes peuvent être avancées, liste non exhaustive qui servira elle aussi à alimenter les débats que la 3V suscitera dans une prochaine étape :

f. **Climat des affaires, Infrastructures et encouragement aux investissements intérieurs et extérieurs** : Nul investisseur n'est tenté d'investir ou de s'installer dans un pays qui ne présente pas un réseau routier fluide, en bon état et sans goulot d'étranglement ; un pays qui n'offre pas des possibilités de communication modernes et rapides ; un pays qui ne fournit l'eau et l'électricité qu'au compte-goutte et qui n'assure pas un enlèvement et un traitement salubre des ordures, sans parler enfin de la partie régaliennne de l'Etat, une justice équitable, une sécurité et une défense garantissant le climat des affaires... Sans parler d'une situation sécuritaire nationale et régionale garantissant aux individus un minimum de sérénité dans le travail.

g. **Soutien à l'économie** : l'Etat étant l'acteur qui dicte et impose les règles du jeu quand il n'est pas lui-même impliqué dans les circuits de production doit mener une politique d'encouragement en simplifiant et en assouplissant la réglementation et la création d'entreprises, en ouvrant les portes d'accès au financement des PME à des taux non prohibitifs et non rédhibitoires. Pour cela, il faut bien sûr assainir les finances publiques comme proposé ci-dessus afin d'abaisser la pression sur les taux bancaires et diriger enfin l'épargne des Libanais vers le soutien à leur économie au lieu de soutenir comme maintenant la gabegie de leurs administrations publiques. Seuls les entreprises, petites ou grandes, dégagent de la richesse dans un système clairement basé aujourd'hui sur le triangle « capitalisme, libre échangeisme et économie de marché ». Une idée peut être également suggérée de créer au Liban une administration d'Etat à l'image de la Caisse des Dépôts et Consignation en France,

qui serait le bras armé du gouvernement pour intervenir directement et à travers des prises de participation ou de contrôle du capital d'entreprises nationales dans les secteurs jugés stratégiques.

h. **Politique agricole** : Il n'y a pas de mots pour décrire les possibilités infinies du secteur agricole au Liban. Nous avons dirigé en 2015 un appui de l'Union européenne pour formuler la stratégie 2015-2020 du secteur, et avons découvert l'incroyable réalité et les immenses atouts que présente le pays. On peut tout faire, hors stress hydrique, entre les plaines du sud au climat quasi-tropical et les terres d'altitude au climat tempéré, sans parler de la Békaa, de l'exploitation des forêts, de la pêche et de l'aquaculture. Divers experts et chercheurs ont participé à l'élaboration de cette stratégie quinquennale, de concert avec les cadres du ministère. Où cela en est-il aujourd'hui ? Il semble que rien n'ait été fait de ce qui avait été programmé.

i. **Politique monétaire** : La 3V milite depuis sa création pour une dédollarisation de la LL. Ce sujet peut et doit être débattu dans le cadre du maintien ou non de la politique de livre forte.

j. **Politique de lutte contre la pauvreté** : Enfin, avec plus de 25% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, l'ensemble des interventions mentionnées ci-dessus devraient intégrer des éléments prioritaires visant à sortir nos concitoyens de cette situation, de même que des éléments d'égalité entre genre et d'aide aux plus démunis. La 3V a fait passer très récemment un message pour créer un taux de TVA réduit sur les besoins de première nécessité, cela pour donner du pouvoir d'achat aux populations les plus défavorisées (comme mentionné plus haut). Mais la lutte contre la pauvreté passe aussi par un ensemble d'interventions qui doit être identifié, évalué et planifié, touchant à l'alphabétisation, mais aussi et pour partie à l'éducation, la formation professionnelle et l'aide à l'emploi.

Dans un pays comme le Liban, qui a subi 15 ans de guerre, 25 ans de quasi-guerre et 40 ans de désastre économique, on ne demande pas au peuple de payer et si ce sont plutôt les riches qui sont sollicités, ce n'est pas par communisme ou socialisme ou anti-capitalisme, c'est par "Solidarisme".

Yves Danbakli, Expert en Finances Publiques

Et Serge Schoulika du Département Économie et Finance de « La Troisième Voix pour le Liban »

www.3vlebanon.org

<https://www.facebook.com/groups/La3emvoix/>